

M. Lang: Monsieur l'Orateur, je me félicite de pouvoir apprendre au député que nous n'agissons pas de façon arbitraire dans cette affaire mais que bien de façon raisonnée. Je suis convaincu que le ministre se fera un plaisir de donner de plus amples renseignements à la Chambre, dès que l'évaluation sera terminée.

M. Broadbent: Le gouvernement actuel a toujours eu tendance à confondre l'arbitraire et le raisonnable. Je veux obtenir du ministre l'assurance que le gouvernement veillera à ce que toutes les marchandises qui ont été commandées soient livrées à ceux-là mêmes qui les ont commandées, et que s'il y avait conflit entre le gouvernement et le transporteur, ce ne sera pas aux résidents du Nord à en payer la note.

Ma dernière question supplémentaire s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que, pour des raisons évidentes, l'inflation dans cette région de notre pays est déjà normalement plus marquée que dans les autres régions, le ministre pourrait-il s'engager à ce qu'un petit groupe de fonctionnaires soit détaché dans la région de Frobisher Bay pour y surveiller les prix au cours des prochains six mois afin que les citoyens de cette région ne soient pas pressurés?

L'hon. Warren Allmand (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je me renseignerai sur la situation des prix dans cette région, mais je ne puis m'engager à y détacher un petit groupe de fonctionnaires comme le voudrait le député. Je m'en occuperai d'une façon ou d'une autre.

* * *

L'IMMIGRATION

LE RECRUTEMENT D'EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN VUE DU SERVICE DANS LES FORCES ARMÉES DU CANADA

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministère de la Défense nationale a confirmé aujourd'hui que les Forces armées canadiennes recrutaient des médecins et des ingénieurs maritimes au Royaume-Uni. Le ministre pourrait-il nous dire si ces offres d'emploi ont été annoncées dans les centres de main-d'œuvre du Canada, et sinon, pourquoi?

● (1427)

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Je ne suis pas au courant de cette initiative du ministère de la Défense nationale. Je pense cependant que le ministère signale presque quotidiennement les nombreuses possibilités de carrière qui existent dans ce service passionnant, et invite les Canadiens à présenter des demandes par l'entremise des centres d'emploi du Canada. Le ministère fait donc beaucoup de publicité pour remplir ces postes. Je demanderai cependant à mon collègue si le ministère recrute des candidats à l'étranger sans faire de la publicité au Canada.

M. Epp: D'après le ministère, ces ingénieurs maritimes devraient avoir un diplôme, soit en génie chimique soit en génie mécanique. Vu que le taux de chômage chez les jeunes

est à peu près deux fois plus élevé que la moyenne nationale, comment le ministre explique-t-il le fait que les jeunes Canadiens ne remplissent pas les emplois vacants dans les Forces armées et que le ministère est maintenant autorisé à recruter à l'étranger malgré un taux de chômage de 8.2 p. 100?

M. Cullen: Comme j'ai déjà été secrétaire parlementaire au ministère de la Défense nationale, je sais que nos Forces armées possèdent un groupe extrêmement compétent de travailleurs professionnels et que le ministère offre d'énormes possibilités aux jeunes qui veulent obtenir un diplôme universitaire et se joindre aux Forces armées. Cela m'étonne de voir qu'il n'y a pas plus de jeunes qui en profitent. Je répète que je ne suis pas au courant du recrutement à l'étranger et que je vérifierai les faits auprès de mon collègue.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

ON DEMANDE SI LE MINISTRE SONGE TOUJOURS À FERMER L'USINE DE LAPRADE AU QUÉBEC

M. Richard Janelle (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que plusieurs municipalités et organismes de ma circonscription s'inquiètent du sort réservé à l'usine de Laprade, je voudrais demander au ministre si des changements sont survenus dans ce dossier, ou si l'on en est arrivé à une entente avec le gouvernement du Québec?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'espère que le gouvernement du Québec se prononcera sur la proposition que j'ai faite au gouvernement et qui prévoit la renégociation de l'accord pour terminer l'usine d'ici 1982.

Nous voulons renégocier cet accord parce que cela permettrait d'économiser aux consommateurs du Québec des dizaines sinon des centaines de millions de dollars en frais d'énergie et, il me semble, vu que le gouvernement du Québec a lui-même annoncé une augmentation de 33½ p. 100 des tarifs d'énergie électrique au cours des trois prochaines années, il devrait se préoccuper beaucoup plus de la question qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

* * *

L'INDUSTRIE

LE PROJET D'INSTALLATION DE NOUVELLES USINES AUTOMOBILES AU CANADA

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, d'après un rapport du ministère du Commerce à Washington, l'industrie automobile canadienne connaîtra un déficit important jusqu'en 1985 et peut-être au-delà. Pour être plus précis, ce rapport prévoit que le déficit accumulé de 1978 à 1985 sera de plus de 10.3 milliards de dollars, somme qui s'ajoutera au déficit actuel qui est déjà de 7 milliards de dollars.